Document generated on 05/07/2025 6:09 a.m.

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

La forêt est un paysage politique

Alejandra Zaga Mendez

Number 331, Summer 2021

Dans la forêt. Du Nitassinan à Amanalco, une politique du vivant

URI: https://id.erudit.org/iderudit/95768ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)
1923-0915 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Zaga Mendez, A. (2021). La forêt est un paysage politique. *Liberté*, (331), 50–53.

Tous droits réservés © Alejandra Zaga Mendez, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

La forêt est un paysage politique

À Amanalco, au Mexique, la gestion collective des forêts devient le lieu d'une résistance face aux impératifs du néolibéralisme.

Par Alejandra Zaga Mendez

Gérer collectivement les ressources naturelles d'un territoire, voilà qui semble relever de l'utopie. C'est pourtant la réalité de plus de 30 000 communautés paysannes et autochtones en plein cœur de l'Amérique. Dans cet océan de néolibéralisme, où la propriété privée règne en maître et où les politiques encouragent la privatisation de la nature pour la conserver, le Mexique se démarque. Il possède en effet l'une des plus grandes forêts sous administration communautaire active au monde. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, entre 60 et 70 % des forêts du pays sont officiellement entre les mains de « noyaux agraires », d'*ejidos* (collectivités) ou de communautés autochtones (*comunidades indígenas*), responsables du maintien, de l'exploitation et de la conservation d'environ 105 millions d'hectares forestiers. Ce type de gestion des forêts passe par des institutions démocratiques et locales, dans le respect des traditions et des usages propres aux communautés et avec la participation directe des paysans.

J'ai eu la chance de connaître de près ces modèles d'organisation construits à partir du principe des communs forestiers lors de mon séjour à Amanalco, dans l'État de Mexico. J'y suis allée à l'été 2019 pour réaliser mon terrain de recherche doctorale, qui portait sur l'application, au niveau communautaire, de politiques économiques de conservation en agriculture et en foresterie. Les récits et les expériences que j'y ai alors recueillis donnent à voir ces forêts collectives comme un paysage politique : des lieux de résistance face aux pressions néolibérales, qui peuvent être une source d'inspiration pour la gestion communautaire et environnementale. À Amanalco, ces forêts ne sont pas seulement la grande fierté de la population locale, elles représentent un moteur de développement qui permet à la fois la sauvegarde de l'environnement et celle des vingt communautés paysannes et autochtones de cette municipalité.

De Zapata à aujourd'hui

Nous sommes à Agua Bendita, un des vingt *ejidos* d'Amanalco. C'est mon premier entretien, et j'espère m'être rendue au bon endroit. Le représentant de l'*ejido* m'attend au centre communautaire. De l'autre côté de la rue, à travers la brume d'une pluie typique de ces montagnes tempérées, je remarque le buste d'un homme, en veston et cravate noire, au-dessus des bureaux des ingénieurs forestiers. « C'est le bureau de l'assistance technique pour notre Unión de Ejidos Emiliano Zapata », me dit fièrement Santiago, représentant de l'*ejido* impliqué dans ledit syndicat des communautés forestières. Devant mon air surpris, il ajoute : « Vous savez qui est Zapata, n'est-ce pas ? En fait, c'est grâce à lui que nous sommes ici. »

Emiliano Zapata, symbole de la Révolution mexicaine, est une référence incontournable pour les communautés rurales du Mexique. La Révolution mexicaine (1910-1920) a transformé à tout jamais l'occupation du territoire dans ce pays par la mise en place, en 1917, d'une réforme agraire. Cette réforme et la Constitution postrévolutionnaire adoptée en 1930 reconnaissaient et restituaient les droits territoriaux et collectifs des communautés autochtones sur les terres volées lors de la colonisation. De plus, l'État a procédé à l'expropriation des grandes propriétés privées et à la distribution de ces terres aux paysans et aux travailleurs ruraux sans propriété. « Par exemple, avant nous, il y avait l'hacienda Fish. Elle était tellement grande que, lors de la distribution, elle a été découpée en près de trois *ejidos* », me dit Santiago en me montrant les plans originaux de sa communauté datant de 1934. C'est ainsi que les *ejidos* sont devenus la norme dans l'occupation du territoire. Les membres (*ejidatarios*) détiennent des droits sur des parcelles agricoles pour usage familial et sur les terres gérées par l'ensemble de la communauté.

Toutefois, en pratique, les paysans n'étaient pas encore les vrais maîtres de leurs ressources forestières. La foresterie s'est développée parallèlement à la réforme agraire, elle a suivi une approche plutôt technocratique et basée sur la rentabilité économique. Au début, l'État jugeait les communautés trop ignorantes pour être capables de développer cette filière et mettre en œuvre des techniques d'exploitation et de conservation. Elles avaient l'obligation de demander des permis de coupe et de s'organiser en coopératives pour avoir le droit de commercialiser le bois d'œuvre. En principe, cela devait leur permettre de travailler leur propre terre et de vendre directement le fruit de leur exploitation. En pratique, l'État avait une attitude paternaliste, et il fut accusé d'ingérence par plusieurs communautés, car il imposait une vision de la foresterie qui allait à l'encontre de la recherche de l'autonomie des nouveaux *ejidos,* mais aussi des coutumes et des traditions locales.

À la suite de nombreux conflits et devant les besoins d'industrialisation de l'après-guerre, le gouvernement a changé de stratégie et s'est lancé dans une planification régionale

de l'exploitation forestière. Entre les années 1940 et 1980, chaque État a créé des entreprises parapubliques responsables de l'aménagement et de l'exploitation des forêts, dont celles sous gouvernance collective. Les droits de coupe, et toute autre retombée économique, étaient administrés par ces entreprises, et les *ejidos* et les communautés devaient demander l'accès à une partie de ces retombées en vertu de la loi agraire même si cette exploitation se faisait sur leurs terres. « Dans l'État de Mexico, on avait Protimbos, une entreprise d'État, mais on devait se battre pour voir les retombées, il y avait des problèmes de corruption et nos communautés se sentaient délaissées. » L'impuissance des *ejidos* a été transformée par des luttes partout au pays pour reprendre le contrôle des ressources.

C'est finalement au cours des années 1980 et 1990 que, devant l'échec des entreprises parapubliques, le cadre forestier mexicain est passé d'un modèle d'exploitation basé sur de grandes concessions gérées par l'État à un modèle de foresterie communautaire. À la suite de ces changements, certains *ejidos* ont développé des entreprises forestières collectives établissant leurs propres contrats avec des scieries ou, dans certains cas, en développant des infrastructures et des technologies pour transformer les produits du bois.

La foresterie communautaire

Depuis trente ans, la gestion de la forêt à Amanalco marque l'organisation sociale et le mode de vie des communautés, chacune étant responsable, pour un certain nombre d'hectares, d'en déterminer l'aménagement, et de développer son entreprise. « Ce n'est pas compliqué, on a chacun nos obligations, et on en discute ensemble lors de l'assemblée. » Santiago m'invite alors à assister à l'assemblée à laquelle participent chaque premier dimanche du mois les représentants des familles ayant des droits sur la terre (les *ejidatarios*). J'ai été étonnée de voir une centaine de personnes pratiquer ainsi une démocratie directe autour de la gestion d'une ressource. À l'ordre du jour : le nombre de tonnes de bois vendues, les revenus reçus de la scierie, les décisions concernant la répartition des profits, la mise à jour de l'état de la certification environnementale, les tâches d'aménagement et de reforestation à venir. Ce jour-là, certains voulaient investir dans des projets de développement, d'autres préféraient utiliser cet argent pour augmenter la superficie forestière et certains plaidaient même pour « donner une pause » aux coupes pour l'année. Au milieu de ces discussions passionnées, je pensais aux étendues forestières du Québec et à quel point nous sommes loin d'une planification aussi démocratique de cette ressource naturelle.

« Tu vois bien, c'est l'assemblée qui décide », me dit Santiago, qui me ramène alors à Amanalco et à cette journée de la cogestion. Vers la fin de cette rencontre de cinq heures (!), l'assemblée a approuvé les investissements devant suivre la fin du cycle de coupe : une partie des revenus serait utilisée pour les besoins de l'aménagement forestier, une autre pour les projets communautaires (l'école secondaire avait besoin d'un ordinateur et le centre de la petite enfance organiserait une activité pour la fête des Pères), et la somme restante serait répartie de façon égale entre chaque famille membre de l'*ejido*.

L'assemblée a toujours le dernier mot, mais les règles de cogestion proviennent de ce que les *ejidatarios* appellent leurs *usos y costumbres,* un type de règlement qui délimite les droits et les responsabilités des membres envers les terres communes, ainsi que les devoirs des représentants élus tous les trois ans. Santiago sait qu'il ne faut pas trahir la confiance de la communauté : « Si les gens ne sont pas contents avec la gestion, ou dès qu'il y a un signe de corruption, ils ont le droit de nous destituer. On fait de notre mieux, tout ceci demande beaucoup d'engagement. »

En effet, la gestion collective implique des sacrifices et du travail de la part des membres de l'*ejido.* La semaine après l'assemblée, Santiago m'invite à une *faena* : « C'est du travail collectif, on va planter des arbres et nettoyer un chemin. On commence à six heures du matin. » En bonne urbaine, j'arrive pile pour la première pause de l'avant-midi. « Ne t'inquiète pas, me dit Santiago, tu peux encore venir demain, chaque corvée peut nous prendre jusqu'à cinq jours. » Les familles travaillent ainsi de façon obligatoire au moins huit fois par année (donc environ quarante jours de travail physique) en échange de leurs droits aux revenus de coupe. Un échange qui peut être perçu comme inégal pour certains, car ce n'est pas tout le monde qui peut effectuer ces tâches, selon son âge, son emploi ou son état de santé.

Malgré toutes ces exigences, la foresterie reste la stratégie de développement favorisée dans la région. Une stratégie qui peut être jugée durable sur le plan environnemental, car la déforestation n'est pas un problème à Amanalco. « Les techniciens forestiers nous disent que le couvert forestier gagne en importance comparativement aux autres régions au Mexique », me dit fièrement Santiago. « Les gens se tournent sans hésitation vers la foresterie durable, en misant sur la reforestation, le respect des cycles de régénération forestière, et en gardant des zones de conservation. Ce type de foresterie nous permet de générer des revenus collectifs tout en préservant la forêt. »

« Bon, je ne te mentirai pas, ce n'est pas tout rose. » Santiago me confie que des abus de pouvoir ont eu lieu, ainsi que des problèmes de corruption dans les dernières années. Malgré cela, les gens n'abandonnent pas leur *ejido* et cherchent à renforcer leur organisation, par exemple en faisant appel à des ONG pour les accompagner dans la cogestion.

Même s'il est peu présent sur le terrain, le gouvernement n'est pas absent de ce système forestier. Le rôle de l'État est d'abord législatif, avec des politiques publiques qui reconnaissent la foresterie communautaire et la légitimité des *ejidos.* Cette reconnaissance légale donne aux *ejidos* le droit de demander des subventions, comme des « paiements pour services écosystémiques », un financement annuel pour entreprendre des activités de conservation – et la raison principale de ma visite à Amanalco. Cependant, l'État peut aussi aller à l'encontre de ce mode de gestion en promouvant des projets de développement qui menacent ces communs – comme la construction d'un train à grande vitesse pour faciliter la mobilité des touristes, ce qui entraîne la perte de forêts tropicales des peuples mayas dans le Yucatán. « Il faut se rappeler que la plupart des dirigeants n'ont jamais mis un pied ici, ils ne comprennent pas que nous gardons nos forêts en santé, ils ne comprennent pas comment ni pourquoi on le fait. » La politique, déconnectée du pays, en quelque sorte,

Édouard Glissant au Québec
40 ans après
Le discours antillais

Du 27 au 29 septembre 2021, *Liberté* vous convie à un cycle de rencontres autour de l'écrivain et philosophe Édouard Glissant.

27 septembre :
Conférence de Stéphane Martelly
28 septembre :
Table ronde avec Lise Gauvin, Rodney Saint-Éloi et Raphaël Lauro
29 septembre :
Projection d'un film (à confirmer), suivie d'une discussion

À l'Ausgang Plaza,
6524, rue Saint-Hubert, Montréal.

Pour plus d'informations, suivez notre site ou nos médias sociaux !

LIBERTÉ
art & politique

n'indiffère pas ces paysans qui, par leurs pratiques collectives, ont réussi à créer des espaces de résistance contre ceux qui veulent s'approprier leurs terres.

Une forêt politique

L'historien Christopher R. Boyer présente les forêts collectives du Mexique comme des « paysages politiques », car ces espaces naturels et leur gestion sont le fruit de revendications et de négociations répétées entre les communautés et les différents gouvernements. C'est grâce aux pressions des paysans auprès du gouvernement et de l'industrie qu'on a reconnu leur capacité à prendre les commandes de la production forestière. Mais la lutte pour la protection des communs ne s'est pas arrêtée là puisqu'au début des années 1990, le Mexique a adhéré au néolibéralisme et à l'Accord de libre-échange nord-américain, qui mettaient en danger les gains des paysans.

Afin d'encourager l'investissement étranger en agriculture, le gouvernement mexicain a alors réformé les lois agraires et ouvert la voie à la privatisation des *ejidos*. En 1992, l'État a permis aux communautés de « diviser leur terre » (*parcelear*) en autorisant la création de droits de propriété privée s'appliquant aux terres collectives. Les paysans pouvaient alors choisir de répartir les communs en propriétés individuelles, pour l'habitation, l'agriculture ou même la foresterie. Dans tout le Mexique, moins de 2 % des communautés ont demandé une privatisation complète de leurs terres. La plupart ont opté seulement pour la délimitation de droits de propriété individuelle autour des parcelles familiales agricoles, laissant les forêts collectives intouchées en signe de résistance. La privatisation était pourtant promue comme une façon pour les communautés de s'enrichir, en vendant leurs terres ou en créant des exploitations agricoles plus grandes et plus rentables que la paysannerie de subsistance. « C'est parce qu'ici la forêt est à nous tous », m'a expliqué Santiago en me racontant qu'aucune des communautés d'Amanalco n'a parcellisé la forêt. Au contraire, elles ont décidé à cette époque de fonder le syndicat d'*ejidos* pour partager leurs ressources et faire pression sur l'État de Mexico afin de préserver leurs terres et leurs droits de coupe collectifs, et de demander l'augmentation des subventions face à la nouvelle concurrence du bois d'œuvre provenant du Canada et des États-Unis.

De nos jours, la foresterie communautaire continue à se faire à l'encontre des logiques néolibérales d'accumulation et de privatisation, qui menacent les forêts d'Amanalco. Dans certains *ejidos* de la municipalité, de gros producteurs de pommes de terre essaient de s'établir. « C'est une vraie mafia, ils louent nos terres et profitent de nous parce qu'on n'a pas beaucoup de sous, ils détruisent nos champs, ils les minent, et en plus ils veulent qu'on rase nos forêts », me confie un ami de Santiago qui, malheureusement, a fait confiance à ces investisseurs il y a trois ans. Ses terres ont été endommagées par un usage excessif d'herbicides et de fongicides. D'autres régions avoisinantes ont fini par céder elles aussi aux pressions des marchés agricoles mondiaux. « En bas de la côte, dans l'autre municipalité, ils ont de moins en moins de forêts, ils sont moins organisés, c'est à cause de la culture de l'avocat. » Le Mexique exporte près de 1,2 million de tonnes d'avocats

chaque année pour répondre à la demande croissante provenant surtout des pays riches, qui ont placé ce fruit au cœur de leur alimentation. Dans le centre du Mexique, la production d'avocats crée une pression pour le changement d'usage des sols, encourageant la coupe illégale des forêts collectives. « À Amanalco, nous ne permettrons pas cela. » Santiago reste convaincu que sa communauté résistera aux vautours de l'agro-industrie, mais il ne sait pas pour combien de temps.

« C'est vrai que les choses changent, on le voit dans notre maïs, qui ne pousse plus comme avant, la sécheresse augmente et les pluies sont différentes. » Je n'ai pas à expliquer les effets des changements climatiques à Santiago, qui est témoin de ces dérèglements depuis quelques années. Parce qu'ils rendent plus difficile de pratiquer l'agriculture de subsistance ou permettent de moins en moins de couvrir les coûts de production par la vente locale, ces changements encouragent l'abandon de terres agricoles familiales. Une terre abandonnée n'attire pas seulement les promoteurs de l'agriculture industrielle, mais aussi les développeurs immobiliers qui convoitent cette région en raison de ses paysages forestiers.

L'essor économique de la région reste une préoccupation pour ces communautés. Il demeure incertain que la foresterie collective puisse offrir la sécurité financière suffisante à assurer leur bien-être. Même si toutes les familles reçoivent des droits de coupe, les revenus annuels sont très bas. Le revenu moyen provenant des activités forestières des familles qui ont répondu à mon enquête oscillait entre 600 et 1 000 dollars américains par année… L'activité forestière est aussi une source importante d'emploi dans les scieries du coin, ou lors de périodes de coupe, mais ces emplois sont souvent précaires et instables. Les membres des communautés sont forcés de chercher d'autres sources de revenus, et les jeunes sont tentés d'abandonner la région pour chercher fortune à la ville, la capitale du Mexique se trouvant à deux heures d'Amanalco.

Cette incertitude et les changements climatiques causent, comme ailleurs au Mexique, un recul notable de la paysannerie. « On ne veut pas que les jeunes partent, on essaie de créer des opportunités ici, c'est eux les héritiers de ces terres. » À soixante-dix ans, Santiago sait qu'il ne pourra pas s'impliquer encore longtemps et que le sort de ces terres repose sur le désir des nouvelles générations de conserver la forêt. Mais Amanalco ne baisse pas les bras et cherche à donner de l'espoir aux plus jeunes. Ainsi, les *ejidos* développent des entreprises collectives d'écotourisme et relancent des coopératives de production de truite pour diversifier l'économie et offrir des emplois locaux. C'est leur façon de construire ensemble un fort autour de la forêt, de protéger leurs terres, leurs coutumes et leurs familles.

Une résistance pour nous tous et toutes

« Ils ont besoin de nous, de ces forêts, parce que c'est ici que l'eau naît, c'est ça, Amanalco. » Santiago n'a pas eu besoin d'un cours en hydrologie pour être conscient de l'importance écologique de sa région pour le Mexique. Amanalco signifie, en nahuatl (une des langues autochtones la plus parlée au Mexique), « lieu d'eau ». Les forêts de la région rendent de multiples services écologiques à l'ensemble du bassin versant et permettent d'améliorer la santé des nappes phréatiques. Le bassin versant Valle de Bravo-Amanalco fait partie du Cutzamala, un système d'approvisionnement en eau parmi les plus grands au monde. On estime que 10 % de l'eau consommée dans la région métropolitaine de Mexico, qui compte près de 22 millions d'habitants, provient du bassin de Valle de Bravo-Amanalco.

> Dans tout le Mexique, moins de 2 % des communautés ont demandé une privatisation complète de leurs terres.

L'eau n'est pas le seul cadeau qu'offrent les forêts aux communautés environnantes. Ces écosystèmes sont aussi des refuges pour le papillon monarque. En effet, Amanalco se trouve dans une région voisine de la réserve de biosphère du papillon monarque reconnue par l'UNESCO, à la limite entre l'État du Michoacán et l'État de Mexico. Chaque année, vers la fin du mois d'octobre, ses forêts accueillent les monarques qui arrivent de la côte est du Canada. Sans ces refuges, cette espèce menacée et emblématique de l'Amérique n'aurait pas de lieu favorisant sa reproduction, et, au Québec, nous aurions encore moins de papillons qui reviennent dans nos champs au mois de juin et contribuent à la pollinisation de nos cultures. « Tu vois, nous sommes connectés. » Santiago me vole les mots de la bouche, car je n'aurais jamais cru trouver dans ces montagnes un lien aussi direct avec l'avenir de l'agriculture du Québec.

La foresterie communautaire et durable pratiquée à Amanalco est à la fois une résistance aux pressions du néolibéralisme et une lutte pour la préservation des écosystèmes et de la vie au-delà des frontières de ces montagnes. Une résistance pour laquelle les communautés prennent parfois de gros risques. Le Mexique a connu dans les dernières années des vagues de violence contre des militants écologistes. En février 2020, un protecteur de la réserve des papillons monarques a été assassiné. Cet acte a été suivi de menaces et d'extorsion visant des responsables de la région en conservation forestière.

La survie de ces communautés dépend donc aussi de notre solidarité. Celle-ci passe autant par la dénonciation des injustices du néolibéralisme que par la valorisation de ces expériences collectives, leur prise en compte comme des modèles de gestion durable qui permettent la sauvegarde des territoires, partout en Amérique. Ces modèles peuvent inspirer la gestion de nos forêts nordiques, dans une perspective décoloniale et respectueuse des écosystèmes et des communautés. Pour y arriver, il faut garder en tête les leçons des *ejidos* d'Amanalco : l'avenir de nos ressources dépendra des luttes que nous sommes prêts à mener pour les préserver, car, ici comme ailleurs, la forêt est politique.

Alejandra Zaga Mendez est doctorante en développement durable, à la Chaire de recherche du Canada en économie écologique de l'Université du Québec en Outaouais.